



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

G5 Sahel

Question au Gouvernement n° 2568

Texte de la question

G5 SAHEL

M. le président. La parole est à Mme Josy Poueyto.

Mme Josy Poueyto. Alors que se tenait, hier, à Pau, le sommet du G5 Sahel souhaité par le Président de la République, je souhaite revenir sur les enjeux sécuritaires auxquels nous sommes confrontés dans la bande sahélo-saharienne. Pour avoir effectué moi-même récemment un déplacement au Niger et au Tchad, je peux témoigner que la force Barkhane joue un rôle majeur aux côtés de la force conjointe du G5 Sahel. Il ne faut rien lâcher et miser aussi désormais sur la mission Takuba, dont l'objectif est de déployer des forces spéciales européennes sur le terrain.

Nous le savons depuis le début, l'issue de ce conflit sans nom ne sera pas militaire. La solution sera politique, avec le soutien des programmes d'aide au développement. C'est cette approche globale, militaire, économique, sociale et environnementale, que nous soutenons tous depuis le début, qui nous montre l'horizon, aujourd'hui encore. Reste une question clé : comment traduire, concrètement et peut-être plus rapidement que jamais, auprès des populations, bien au-delà des zones les plus urbaines, le bénéfice des investissements engagés et à venir ?

Les chefs d'État ont en effet appelé à une accélération de l'action en faveur d'un retour de l'administration et des services publics sur l'ensemble des territoires concernés. Il est donc urgent que nous puissions avancer sur la question du développement. Les premiers résultats de l'Alliance pour le Sahel sont intéressants mais il est nécessaire d'en amplifier l'impact.

Face à ces problématiques multiples, d'une grande complexité, le groupe du Mouvement démocrate et apparentés souhaite que l'année 2020 marque un tournant dans les actions engagées au Sahel. Quelle forme notre engagement militaire devra-t-il prendre à l'avenir ? Comment l'aide au développement, dont nous attendons toujours la loi de programmation, pourra-t-elle seconder efficacement notre action dans ces territoires ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Le sommet de Pau a été un sommet décisif. C'était le sommet de la gravité puisque, vous le savez, nos pays paient le prix du sang dans la lutte contre le terrorisme, que ce soit au Niger il y a quelques jours, où 89 soldats ont trouvé la mort, que ce soit la mort récente de 13 de nos soldats en opération. Ce sommet a été le sommet de l'unité parce que tout le monde était présent, le secrétaire général des Nations Unies, le président Charles Michel, M. Borrell, le haut représentant de l'Union européenne, le président de la commission de l'Union africaine et la secrétaire générale

de la francophonie et, évidemment, les chefs d'État du G5 Sahel.

C'était aussi le sommet de la clarification et de la confirmation puisque les pays du G5 ont sans ambiguïté réaffirmé la nécessité de la présence de Barkhane et du soutien de ses alliés européens. C'était aussi le sommet pour l'action et pour la remobilisation, ce qui a permis d'aboutir à l'initiative que vous avez citée de la coalition pour le Sahel. Cette coalition permettra de mieux mettre en cohérence les mécanismes existants, d'assurer un meilleur pilotage, une meilleure efficacité des actions des pays du Sahel comme de la communauté internationale, avec une traduction militaire – il s'agit d'affaiblir l'ennemi et de mieux coordonner nos actions –, avec une traduction politique – pour que l'État revienne partout dans les régions du Sahel, en particulier à Kidal mais aussi dans le nord du Burkina Faso –, mais aussi avec la volonté de donner plus d'efficacité, plus de lisibilité à l'action pour le développement dans le cadre de l'Alliance pour le Sahel, parce que la seule véritable alternative au djihadisme, c'est bien la revitalisation des zones qui sont aujourd'hui contestées.

(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)

Données clés

Auteur : [Mme Josy Poueyto](#)

Circonscription : Pyrénées-Atlantiques (1^{re} circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2568

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 janvier 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 janvier 2020](#)